

En Espagne, les foyers de retraités frappés de plein fouet

Des familles portent plainte pour mieux comprendre les causes du décès de leurs parents

MADRID - correspondante

Des dizaines de sacs-poubelle noirs remplis de vêtements et d'objets personnels sont empilés sur le sol d'un débarras de la résidence pour personnes âgées Nuestra Señora del Carmen, au nord de Madrid. C'est tout ce qu'il reste des 71 pensionnaires morts dans cet établissement public depuis le début de l'épidémie de Covid-19, selon le quotidien *El País*.

Les familles pourront-elles les récupérer un jour? Pas tant que ces sacs ne seront pas désinfectés, ont assuré les responsables du centre. A moins que la direction ne choisisse, comme l'ont décidé tant d'autres, de tout brûler.

Selon les décomptes des régions, plus de 16 000 pensionnaires seraient morts du Covid-19 dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes espagnols. Une grande partie n'entre pas dans les statistiques officielles, faute de dépistage. Dans les seules maisons de retraite de la région de Madrid, foyer principal de l'épidémie dans le pays, le dernier bilan fait état de plus de 5 800 décès dus au coronavirus, soit un dixième sur dix. En Catalogne, il s'élève à 3 000 pensionnaires, un sur vingt.

« Quand le virus est entré, les résidences sont devenues des tombeaux »

RAQUEL CARRILLO GOMEZ
interne à Madrid

Alors que l'épidémie poursuit son reflux en Espagne, avec, dimanche 3 mai, 164 nouveaux décès déplorés en vingt-quatre heures, pour un total de 25 264 morts testés, les familles de victimes veulent comprendre. Et les plaintes se multiplient. Près de 110 enquêtes préliminaires ont été ouvertes par le parquet général: 42 résidences de Madrid sont visées et 24 en Catalogne.

Déjà, le manque de préparation, d'équipements, de médecins et de personnel, mais aussi de transparence est dénoncé. « Avant que l'épidémie ne se déclenche, les résidences étaient déjà très détériorées, avec peu de personnel, résume Raquel Carrillo Gomez, interne à l'hôpital Gregorio Marañón de Madrid. Quand le virus est entré, elles sont devenues des tombeaux. »

« Dernière roue du carrosse »

Tout est allé très vite. Trop vite. Le 4 mars, le premier mort recensé dans la capitale est une femme de 99 ans, résidente de la maison de retraite La Paz, près du parc du Retiro. Le 6 mars, les autorités madriléennes ferment les centres d'activités pour le troisième âge et, le 8 mars, elles interdisent les visites dans les résidences de personnes âgées dépendantes. Mais ce n'est que le 17 mars, soit trois jours après la proclamation de l'état d'alerte, que l'Espagne réalise l'ampleur du drame.

Ce jour-là, la résidence Monte Hermoso, à Madrid, informe brutalement de la mort de dix-neuf de ses pensionnaires. « Quand les portes ont fermé, le virus était déjà dedans », résume la présidente du Cercle d'entreprises d'aide aux personnes, Cinta Pascual.

Et la pénurie de matériel de protection et de tests ne pardonne



Une soignante aide une résidente à boire, à la maison de retraite Las Praderas, à Madrid, le 9 avril. BERNAT ARMANGUE/AP

pas. « Nous avons lancé l'alerte dès le mois de février, après avoir vu ce qui se passait en Italie. Mais les résidences ont été la dernière roue du carrosse: nous sommes passés après les soins intensifs et les hôpitaux, ajoute M^{me} Pascual. Le résultat est que le taux de contagion y a été deux fois plus élevé. Or, nos pensionnaires sont les plus vulnérables... »

Ce n'est que le 19 mars que le gouvernement généralise l'interdiction des visites dans ces résidences, déjà largement appliquée. Le 22 mars, par décret, il donne aux régions le pouvoir de mettre sous tutelle toutes les structures privées de ce type, et il ordonne à l'armée de procéder à la désinfection des centres débordés par l'épidémie.

Le lendemain, la ministre de la défense, Margarita Robles, révèle que les militaires « ont pu voir des personnes âgées absolument abandonnées, si ce n'est mortes dans leurs lits ». La panique s'installe alors dans les familles.

« Dans les résidences, nous avons tout vu, confirme le général Fernando Lopez del Pozo. Des personnes qui n'avaient pas encore été retirées par les services funéraires plus de vingt-quatre heures après leur décès, une proportion énorme de malades, des soignants

à bout et du personnel absent, car infecté lui aussi. Il y a eu un moment d'angoisse extrême... »

Ce moment-là, les employés et responsables de résidence ne sont pas près de l'oublier. « Fin mars, quand les hôpitaux de Madrid ou de Catalogne ont été saturés, ils n'acceptaient plus que nous y transférions des résidents », explique M^{me} Pascual, qui est aussi la présidente de l'Association catalane des ressources en soins. Les foyers deviennent alors, de fait, des mouchoirs. « On a permis que [les résidents] meurent de manière indigne, dans des centres qui n'offraient pas une attention médicale suffisante », a dénoncé la Marea Blanca (« marée blanche »), le collectif de défense de santé publique, qui a déposé une plainte fin avril.

Amélioration de la situation

Pas assez d'infirmières, encore moins de médecins, les résidences n'ont pas été « médicalisées » assez vite. Et quand, malgré la fermeture des portes au public et l'isolement des cas positifs, les contagions ont poursuivi leur progression, les personnels se sont rendu compte qu'ils étaient eux-mêmes en train de propager le virus. « Cela ne pouvait venir que de nous, puisque nous étions les seuls à entrer. Nous n'avions pas de tests pour savoir si

« Ce sont des gens qui ont vécu l'après-guerre et la dictature. Et nous, qu'a-t-on fait pour eux ? »

JUANITA PEÑAFIEL
aide-soignante

nous étions des porteurs de virus asymptomatiques, pas de combinaisons de protection, pas de masques... », rappelle Juanita Peñafiel, responsable du secteur de la dépendance des commissions ouvrières de la région de Madrid.

Depuis le début du mois d'avril, la situation s'est peu à peu améliorée. A Madrid, des médecins de ville et d'hôpital sont venus mettre de l'ordre dans les résidences.

« Les transferts ont repris pour les malades qui ont une chance de surmonter la maladie », assure M^{me} Pascual, tout en soulignant que « ceux qui sont trop fragiles pour être soumis à une intubation, nous préférons, s'ils doivent mourir, que ce soit dans la résidence où ils ont passé leurs dernières années ». Du matériel de ventilation non invasive a été distribué, ainsi

que des tenues de protection et 14 000 tests pour le personnel. Deux hôtels de la chaîne Room Mate ont aussi été habilités à recevoir des personnes âgées saines.

En Catalogne, en outre, l'organisation de sauvetage de migrants Open Arms a été mobilisée. Ses 70 volontaires ont été chargés par la ville de Barcelone de tester les cas suspects et de superviser les transferts de résidents sains. « Il y a une chose en commun avec les opérations que nous menons habituellement en Méditerranée: le chaos », résume le chef des opérations, Gerard Canals.

La douleur sans doute aussi. M^{me} Peñafiel peine à surmonter celle d'avoir « laissé [les] pensionnaires, tristes, effrayés et seuls dans leurs chambres ». « Ce sont des gens qui ont vécu l'après-guerre et la dictature, qui se sont battus pour nous apporter la démocratie, pour conquérir des droits, donner une éducation à leurs enfants, avant de s'occuper de leurs petits-enfants. Ils ont lutté toute leur vie pour nous. Et nous, qu'a-t-on fait pour eux ? », déplore-t-elle.

Par prudence, jusqu'à la phase 3 du déconfinement, au mieux à la mi-juin, les visites resteront interdites dans les maisons de retraite en Espagne. ■

SANDRINE MOREL

Suède: la pandémie révèle la marginalisation des plus âgés

La surmortalité dans les maisons de retraite fragilise le bilan des autorités dans le seul pays européen qui n'a pas généralisé le confinement

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

Dans le nord de Stockholm, à Solna, vingt-sept des quatre-vingt-seize résidents d'une maison de retraite ont succombé au Covid-19. Au sud de la capitale suédoise, Judiska Hemmet, un établissement de confession juive, a perdu une dizaine de ses soixante-quinze résidents. Parmi eux: les derniers survivants, en Suède, des camps de concentration nazis. Et la liste ne fait que continuer.

Le pays, qui a choisi une stratégie fondée sur le volontariat plutôt que des mesures obligatoires de confinement face à l'épidémie, avait pourtant fait de la protection des plus âgés une priorité, en plus d'éviter la surcharge de ses hôpitaux. Or, si la Suède a réussi à éviter le débordement de ses services de réanimation, en doublant sa capacité d'accueil, avec plus de 1 100 lits désormais, elle a échoué à protéger ses aînés.

Sur les 2 679 personnes ayant succombé au Covid-19, un tiers au moins résidait en maison de

retraite – les statistiques incluent tous les décès constatés dans les trente jours d'un test positif au virus. A Stockholm, principal foyer de l'épidémie, où les visites dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes avaient pourtant été interdites dès le 18 mars, avant l'interdiction nationale le 1^{er} avril, 45 % des 1 406 décès provoqués par le Covid-19 ont été enregistrés dans des maisons de retraite.

Lors de son traditionnel discours du 1^{er} mai, diffusé cette année sur Facebook, le premier ministre social-démocrate, Stefan Löfven, a estimé que « les conflits politiques devaient attendre ». Mais il ne fait déjà plus aucun doute que, succès ou non de la stratégie suédoise, la propagation du Covid-19 dans les maisons de retraite soit considérée comme un scandale.

D'autant que les employés, les syndicats et les chercheurs avaient tiré le signal d'alarme dès le début du mois de mars, en voyant ce qui se passait en Espagne et en Italie. « On sait que, faute de place en maison de retraite en

Sur les 2 679 personnes ayant succombé au Covid-19, un tiers au moins résidait en maison de retraite

Suède, on y retrouve les plus fragiles, qui sont souvent atteints de démence et de pathologie variées, et particulièrement vulnérables au Covid-19 », explique le professeur Ingmar Skoog, directeur du Centre du vieillissement et de la santé à l'université de Göteborg.

Pendant plusieurs semaines, pourtant, le personnel a manqué de matériel de protection. Lundi 20 avril, dans la commune de Värnamo, dans le sud du pays, les salariés d'une maison de retraite ont cessé le travail, faisant valoir leur droit de retrait, après que huit résidents ont été testés positifs au Covid-19. Ils n'ont repris qu'une fois que la mairie leur a fourni des masques.

Selon Ann Georgsson, ombudsman du syndicat Kommunal, qui représente les employés communaux, c'est loin d'être un cas isolé: « Nos adhérents nous disent qu'il y a de grosses lacunes dans la protection des salariés, y compris en ce qui concerne l'équipement de base, qui est pourtant obligatoire depuis 2018. » L'Office suédois de l'environnement du travail a reçu des centaines de plaintes d'employés, qui craignaient d'avoir été exposés au virus sur leur lieu de travail.

Enorme turnover du personnel

Le 14 avril, une vingtaine de chercheurs ont signé une tribune dans le journal *Dagens Nyheter*. Ils y exigeaient le confinement immédiat de Stockholm et critiquaient la stratégie suédoise. Son principal architecte, l'épidémiologiste en chef Anders Tegnell, rejette les critiques. La contamination des maisons de retraite, estime-t-il, « n'est pas un échec de notre stratégie, mais de notre façon de protéger nos aînés ».

Ingmar Skoog approuve: « La pandémie révèle les dysfonctionnements de notre société dans la

prise en charge des personnes âgées. Depuis les années 1990, avec la décentralisation et la pression constante sur les coûts, la situation n'a fait qu'empirer et les inégalités augmenter. »

Un rapport publié en mars, par la direction aux affaires sociales, dresse un tableau peu reluisant de la situation. Alors que le nombre de personnes âgées ne cesse d'augmenter, dans une société vieillissante, les budgets des communes, en difficultés financières, sont eux en baisse. Le personnel compétent disparaît: en 2017, la Suède comptait 37 médecins gériatres pour 100 000 habitants, contre 47 en 2006.

Les conditions de travail se sont également détériorées. Un quart des employés des établissements pour personnes âgées ou des sociétés d'aide à domicile sont en contrat à durée déterminée. Un cinquième est embauché à l'heure. « S'ils ne travaillent pas, ils risquent de perdre leur droit au chômage, ce qui est une grosse incitation pour continuer à venir travailler, même avec des symptômes », remarque Ingmar Skoog.

S'y ajoute l'énorme turnover du personnel, multipliant les risques de contamination. Professeure de sciences sociales à l'université de Stockholm, Marta Szebehely rappelle qu'« un senior bénéficiant de l'aide à domicile voit en moyenne seize personnes différentes sur quinze jours (contre douze en 2007) et qu'un employé se rend chez plus d'une dizaine de personnes par jour ».

Signe du malaise: en pleine épidémie due au coronavirus, les employés des maisons de retraite parlent rarement à visage découvert. Les médias du royaume ont même révélé que des communes avaient imposé le silence à leurs employés. Des familles n'ont appris que très tard la contamination de leurs proches.

La colère gronde. Le 2 avril, des militants antifascistes ont tagué la résidence d'Irene Svenonius, la présidente conservatrice de la région stockholmoise, connue pour ses positions favorables à la privatisation du service public. Des actes de vandalisme condamnés par la classe politique du royaume. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT